

tifs) permettait de rétablir un équilibre relatif entre coûts et prix, ou bien cette compression, se révélant insuffisante, devait s'étendre également aux éléments rigides du prix de revient.

La politique dite de « déflation » fut la tentative initiale du capitalisme de s'adapter à la baisse des prix-or en recourant à la première méthode, en rétablissant son « équilibre » sur une régression générale de la vie sociale, en rabaisant les besoins dont il avait, à l'époque de sa splendeur, pu permettre l'épanouissement dans une certaine mesure. Il était évident, et nous l'avons déjà indiqué, que l'ambiance historique ne permettait plus de faire dépendre la réduction des prix de revient d'un perfectionnement technique, d'un développement de la productivité du travail permettant d'abaisser les prix unitaires, puisque les limites fixées à la production constituaient un obstacle insurmontable, de plus l'élévation de la composition organique du capital qui en serait résultée n'aurait fait qu'approfondir le déséquilibre; seules les industries de guerre pouvaient encore offrir un débouché au progrès technique.

Cette condition négative entraînait l'impossibilité de comprimer le capital variable par un abaissement de la valeur de la Force de travail, c'est-à-dire du temps de travail nécessaire à sa reproduction.

D'autre part, il n'était pas non plus possible d'étendre la journée de travail globale (non pas la journée individuelle).

Il restait que le coût de la main-d'œuvre ne pouvait être réduit que :

a) par l'intensification du travail individuel équivalant à une augmentation de la journée de travail et permettant de diminuer le nombre d'ouvriers au travail;

b) par la baisse du prix de la force de travail au-dessous de sa valeur; le chômage facilitait cet achat au rabais tout autant que la désagrégation du front prolétarien par les agents du capitalisme (socialistes et centristes). De plus, une falsification des index des prix de détail, de même qu'une pression exercée sur les prix des marchandises servant à l'entretien de la force de travail, surtout des produits agricoles, contribuaient encore à maintenir chez l'ouvrier l'illusion du « juste prix » de son travail.

La compression des prix de revient pouvait d'autre part s'exercer dans le sens

d'une réduction de la fraction de la plus-value absorbée par les frais sociaux ou les frais de circulation : frais de transports, charges « improductives » du chômage, dépenses « culturelles », dépenses administratives (fonctionnaires), impôts « pesant sur la production », revenus du petit commerce, etc. La politique de déflation ne pouvait cependant engendrer de résultats positifs que si elle parvenait à s'exercer avec suffisamment d'ampleur. Or, elle restait fonction de l'incidence sur les coûts de production des diverses composantes de ces derniers : capital fixe, capital circulant, capital variable. De plus, ses résultats positifs étaient eux-mêmes neutralisés par des forces agissant dans le sens d'une contraction constante du marché qui découlait non seulement du rétrécissement continu du pouvoir d'achat de la classe ouvrière, de la petite bourgeoisie et de la paysannerie, mais aussi de la psychose de baisse qui ne pouvait qu'encourager la thésaurisation.

En outre, les prix de vente, loin de se figer, continuaient à baisser, parce qu'ils avaient tendance à falonner les coûts de reproduction constamment ramenés au-dessous des coûts de production du cycle qui s'achevait.

Les coûts et les prix agissaient réciproquement dans le sens de la baisse sans atteindre l'équilibre poursuivi. Cette tendance aggravait la perte du capital au lieu de l'atténuer. A chaque cycle productif l'opération « déflationniste » était à recommencer; de même les ministres des Finances poursuivaient un chimérique équilibre budgétaire qui se dérobaient toujours.

Il ne faisait donc aucun doute que :

dans des conditions politiques déterminées, toute poursuite d'un équilibre économique par des méthodes directes devait n'être qu'illusion. Comme le constatait récemment un économiste bourgeois anglais à propos de la politique de « déflation » : « Dans notre monde occidental il y a une limite qui doit se trouver à peu près atteinte dans les Pays du Bloc-Or — en dessous de laquelle les revenus ne peuvent plus être réduits sans provoquer des réactions sociales de l'espèce la plus dangereuse ».

Ces réactions sociales, les Nations fascistes purent facilement les étouffer parce qu'elles avaient préalablement brisé l'échine du prolétariat. Chez elles, les limites de la déflation purent être poussées très loin au moyen d'un appareil étatique adéquat.

En Allemagne, après la grande expropriation inflationniste de 1923 qui avait allégé l'économie des dettes privées et publiques, la bourgeoisie avait importé d'énormes capitaux étrangers avec lesquels elle avait modernisé et rationalisé son industrie, mais qui avaient aussi considérablement alourdi le capital fixe; par la suite cependant, ses créanciers anglais et américains en procédant à la dévaluation monétaire, s'étaient chargés eux-mêmes du soin de réduire automatiquement ces charges incompressibles pendant que l'Etat allemand suspendait tous les transferts.

L'Allemagne, d'autre part, put traverser une conjoncture de réarmement intensif qui améliora la rentabilité de ses entreprises tout en atténuant le chômage. L'instauration d'un quasi-monopole du commerce extérieur, d'un contrôle serré du marché des changes et le moratoire de ses dettes extérieures, lui conféra de plus une relative aisance de mouvements dans ses rapports avec l'extérieur et lui enleva toute préoccupation d'ordre monétaire. Démunie de réserves d'or et d'une monnaie convertible, elle n'eut pas non plus le souci de leur « défense ». Or, la situation se présenta tout autrement en Angleterre, en France, aux Etats-Unis.

La conformation structurelle de ces économies sur qui continuaient à peser d'énormes capitaux « morts », devait nécessairement les amener à abandonner les méthodes d'adaptation à la baisse des prix, qui ne faisaient qu'accélérer la décomposition économique. L'accroissement incessant du pouvoir d'achat de l'unité monétaire exacerbait le conflit entre détenteurs de marchandises et détenteurs de signes monétaires représentant de l'or.

L'économiste anglais Strakosch trahissait les préoccupations capitalistes lorsqu'il disait que « par la baisse des prix plus de marchandises devaient être fournies pour respecter le « contrat monétaire ». Si un emprunt avait été contracté dans une période de prix élevés et si, à l'échéance, les prix avaient baissé, plus de richesse réelle devait être fournie au règlement de la dette que si les prix étaient restées « stables ».

Mais les imprécations hypocrites lancées à l'or ne changeaient rien au fait que la valeur élevée de l'or ne faisait qu'exprimer le contraste spécifique et fondamental du capitalisme et que l'antagonisme : Débi-

teurs-Créanciers n'était que la transposition, sur le terrain des classes, du conflit entre l'or, mesure des valeurs et l'or, moyen de paiement.

En analysant les conséquences des variations de la valeur de l'or, Marx soulignait que « la monnaie exerce à deux périodes différentes deux fonctions différentes; d'abord elle sert de mesure de valeurs, ensuite de moyen de paiement qui répond à ce mesurage. Si dans cet intervalle, il y a variation dans la valeur des métaux précieux, le même quantum d'or servant de moyen de paiement vaudra plus ou moins qu'à l'époque où il servait de mesure de valeurs et où le contrat a été conclu. La fonction d'une marchandise spéciale telle que l'or comme monnaie ou valeur d'échange matérialisée, est ici aux prises avec sa nature de marchandise particulière dont la grandeur de valeur dépend de la variation de ses frais de production ».

Mais, dans la crise générale du capitalisme, le rapport était renversé. Ce n'était pas la valeur de l'or qui changeait par rapport à toutes les autres marchandises, c'étaient celles-ci qui, par rapport à l'or, signaient, par leurs prix, la condamnation historique du mode de production capitaliste, et signifiaient à celui-ci, qu'ayant prodigieusement développé la productivité des hommes, il était désormais incapable d'assurer leur bien-être.

Qui étaient les créanciers et qui étaient les débiteurs sous le règne du capital financier? Apparemment celui-ci, dispensateur du crédit, faisait figure de créancier. Mais en réalité, il était bel et bien le débiteur de la masse immense et amorphe des épargnants, créanciers authentiques, mais impuissants, parce que privés du contrôle de la production. Cependant, si le capital financier restait, d'une part, débiteur de sommes, nominalement fixes, il était, d'autre part, détenteur de valeurs réelles représentées par l'appareil productif.

S'opposant donc : D'un côté la grande masse des petits épargnants et des créanciers nominaux, des pensionnés, des porteurs de rente d'Etat, c'est-à-dire ceux que M. Vandervelde nommait sans ironie « les capitalistes passifs » et qui, s'il fallait l'en croire, « se trouvaient au milieu de la détresse générale dans une situation meilleure qu'avant la crise ». (Pour ce « marxiste », la baisse des prix ne pouvait donc être synonyme de « détresse générale »). De